

Brèves économiques et financières

Semaine du 03 au 09 avril 2020

- Le programme d'aide d'urgence de 600 BRL aux travailleurs informels enregistre déjà 22 millions d'inscrits et 115 millions de visites
- Standard and Poor's abaisse la perspective de note souveraine du Brésil de « Positive » à « Stable »
- La BCB met en place une ligne temporaire spéciale de liquidité pouvant potentiellement libérer un volume de crédit de 650 Mds BRL (9% du PIB)
- L'inflation de mars (+0,07% m.m) montre le plus faible taux de croissance mensuelle de l'IPCA pour ce mois depuis le plan Real (1994)
- Les graphiques de la semaine : un mois après le début de la crise sanitaire, le Brésil enregistre moins de cas de COVID-19 (graphique de gauche) et moins de décès liés au virus (graphique de droite) que les Etats-Unis, l'Italie et la France
- Evolution des marchés du 03 au 09 avril 2020

Le programme d'aide d'urgence de 600 BRL aux travailleurs informels enregistre déjà 22 millions d'inscrits et 115 millions de visites

La semaine dernière, le Congrès a approuvé une aide d'urgence de 600 BRL (environ 105 €), pendant trois mois, aux travailleurs indépendants, informels et les intermittents inactifs en raison du manque de demande.

Les personnes éligibles au programme d'aide d'urgence doivent respecter plusieurs conditions : 1/ être majeur, 2/ être un micro entrepreneur individuel, 3/ être inscrit au registre unique (*Cadastro Único*) des programmes sociaux du gouvernement fédéral, 4/ satisfaire à l'exigence de revenu moyen - revenu mensuel individuel inférieur à la moitié du salaire minimum (522,50 BRL) et revenu familial inférieur à 3 salaires minimums (3 135 BRL), sans prendre en compte la *Bolsa Família* -, 5/ être contribuable au Régime Général de la Sécurité Sociale, 6/ ne recevoir aucune prestation sociale mise à part la *Bolsa Família*.

Selon les projections du gouvernement, cette mesure devrait permettre de maintenir les revenus de 54 millions de brésiliens. Le système qui donne accès à cette aide est disponible depuis mardi. Selon P. Guimarães, président de la Caixa, le site internet et l'application mobile du programme d'aide ont enregistré **115 millions de visites et plus de 22 millions de personnes se sont déjà inscrites au programme en moins de 48h.** Parmi les personnes inscrites, 9 millions de personnes (40% du total) n'ont pas de compte bancaire et disposeront d'un compte à la Caisse Economique Fédérale pour recevoir l'aide d'urgence.

Standard & Poor's abaisse la perspective de note souveraine du Brésil de « Positive » à « Stable »

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a révisé cette semaine la perspective de la note souveraine du Brésil de « positive » à « stable », quatre mois après avoir suggéré qu'elle pourrait augmenter la note du pays. Par voie de conséquence, l'agence de notation a également révisé à la baisse les perspectives de notation de 15 entités brésiliennes du secteur financier¹. **Si la note souveraine reste à BB- en long terme (soit trois crans en dessous de l'investment grade), S&P devient moins optimiste quant à la stabilité budgétaire brésilienne.**

L'agence américaine justifie le changement de perspective par deux facteurs principaux :

- **Le ralentissement économique lié à la pandémie du COVID-19.** En effet, les indicateurs avancés d'activité et les indices de confiance suggèrent déjà que la crise sanitaire a un impact négatif et fort sur le PIB du T1 2020². A

¹ Les institutions financières concernées sont : Banco ABC Brasil, Bradesco, Citibank, Banco do Brasil, Banco do Nordeste, Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social (BNDES), Safra, Santander, Banco BV, B3, Caixa Econômica Federal, China Construction Bank, Itaú Unibanco Holding, Itaú Unibanco e Haitong Banco de Investimento do Brasil.

² Voir les Brèves économiques et financières du 27 mars au 2 avril 2020.

titre d'exemple, les PMI brésiliens des services et de l'industrie ont chuté à respectivement 34,5 et 48,4 en mars, ce qui suggère une contraction de l'activité.

- **L'effort budgétaire extraordinaire des autorités brésiliennes pour mitiger les impacts économiques de la crise.** Avec la crise, ce sont à la fois les dépenses qui augmentent (avec les différentes mesures d'aide aux ménages, au secteur de la santé et aux entreprises) et les recettes qui se réduisent (avec le report de calendrier des concessions et le report de la collecte des cotisations du PIS-PASEP et des taxes d'Etat). Le Ministère de l'Economie a notamment élevé son estimation du déficit public primaire à 5,5% du PIB, en raison des mesures budgétaires de soutien face à la crise (qui s'élèvent à 3% du PIB). Selon S&P, l'effort budgétaire brésilien est relativement élevé par rapport à d'autres marchés émergents comme la Russie (0,3% du PIB), le Mexique (0,7%) ou l'Argentine (1%).

Par ailleurs, l'agence mentionne que **les tensions politiques actuelles opposant le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif constituent une circonstance aggravante** qui rend incertaine la capacité du pays à poursuivre ses réformes structurelles. En revanche, elle mentionne également des facteurs renforçant la résilience du Brésil comme le niveau élevé des réserves de change, l'endettement externe faible, la proactivité et l'indépendance de la politique monétaire, le taux de change flexible et la composition de la dette souveraine.

Ce changement de perspective de note signifie que S&P ne devrait pas modifier la notation du Brésil d'ici les deux prochaines années. Toutefois, l'agence de notation mentionne qu'une hausse de la perspective de la notation reste plus probable qu'une baisse, pour peu que le gouvernement poursuive son programme de consolidation fiscale et de stabilisation de la dette publique. Les deux autres principales agences de notation, Moody's et Fitch, n'ont quant à elles pas modifié leur notation sur le Brésil depuis 2018 (respectivement Ba2 perspective stable et BB- perspective stable).

La BCB met en place une ligne temporaire spéciale de liquidité pouvant potentiellement libérer un volume de crédit de 650 Mds BRL (9% du PIB)

Cette semaine, le Conseil Monétaire National (CMN) a autorisé la Banque Centrale du Brésil (BCB) à mettre en place une ligne temporaire spéciale de liquidité (TLEL). Cette décision vise à atténuer les conséquences économiques liées au COVID-19 et s'ajoute aux autres mesures déjà approuvées par le CMN : élargissement de la gamme de garanties de la BCB pour ses lignes de liquidité aux institutions financières, assouplissement des conditions de crédit bancaire et des exigences de capital des banques, création de lignes de swap entre la BCB et la Réserve fédérale américaine (Fed).

Grâce à cette mesure, les institutions financières pourront accéder à la liquidité de la BCB en échange de titres qu'elles émettront et transféreront à la BCB (*Letras Financeiras Garantidas* - LFG). Les LFG seront adossées, comme garantie, à des actifs sur le secteur public ou privé (des crédits de faible risque allant de B à AA) détenus dans le portefeuille des banques. Selon le directeur de la politique monétaire de la BCB, B. Serra Fernandes, « cette mesure vise à assurer le maintien de niveaux de liquidité adéquats dans le système financier », alors que la BCB constate une hausse de la demande observée sur le marché du crédit.

Cette mesure est ainsi assimilable aux mesures de politique monétaire non conventionnelle employées dans les économies avancées. Selon la BCB, elle pourrait potentiellement libérer un coussin de liquidité de 650 Mds BRL (soit 9% du PIB).

L'inflation de mars (+0,07% m.m) montre le plus faible taux de croissance mensuelle de l'IPCA pour ce mois depuis le plan Real (1994)

Selon les chiffres publiés par l'IBGE, la croissance de l'IPCA a été de +0,07% m.m en mars (contre +0,25% en février), légèrement en dessous des anticipations de marché (-0,10%). L'inflation mensuelle est la plus faible pour un mois de mars depuis le lancement du plan Real (juillet 1994).

Par segments, les prix des transports ont chuté de -0,90% m.m en mars (contre -0,23% en février). Alors qu'ils représentent 20,6% du panier de consommation des ménages, ils ont apporté la plus forte contribution négative à l'indice général des prix au mois de mars (-0,18 pp.), en raison de la chute du prix des combustibles (-1,88% m.m) et

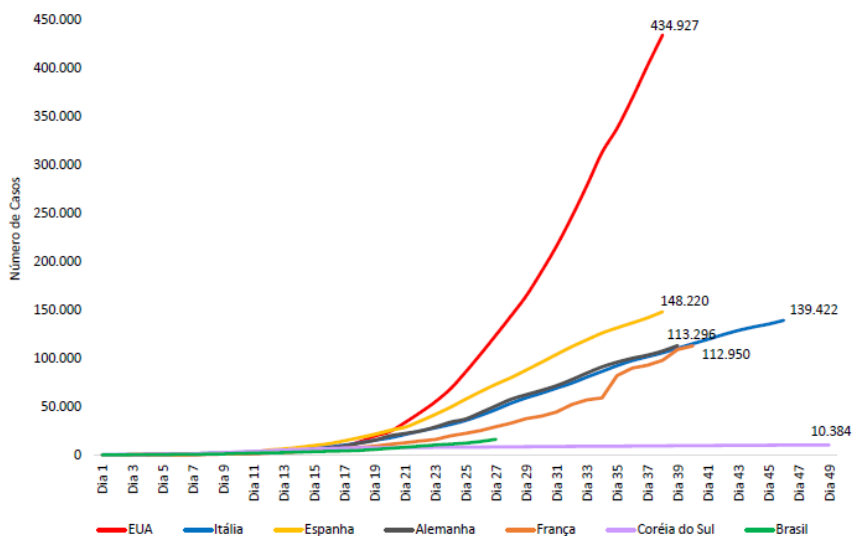
du transport aérien (-16,75% m.m). Les articles de résidence et les dépenses personnelles ont également été en déflation en mars (respectivement -1,08% et -0,23%). En revanche, les biens alimentaires ont augmenté de 1,13% m.m en mars (contre +0,11% m.m en février), contribuant de 0,22 p.p. à l'IPCA du mois.

En glissement annuel, l'inflation a fortement décéléré de 4,01% en février à 3,3% en mars, de telle sorte que l'indice des prix s'écarte de la cible centrale de politique monétaire de la Banque Centrale du Brésil pour 2020 (4% +-1,5 pp.). Les anticipations de croissance de l'IPCA pour 2020 ont fortement décroché depuis quatre semaines, passant de 3,20% à 2,72%.

Les graphiques de la semaine : un mois après le début de la crise sanitaire, le Brésil enregistre relativement moins de cas de COVID-19 (graphique de gauche) et moins de décès liés au virus (graphique de droite) que les Etats-Unis, l'Italie et la France

Evolução dos Casos - Comparação entre países

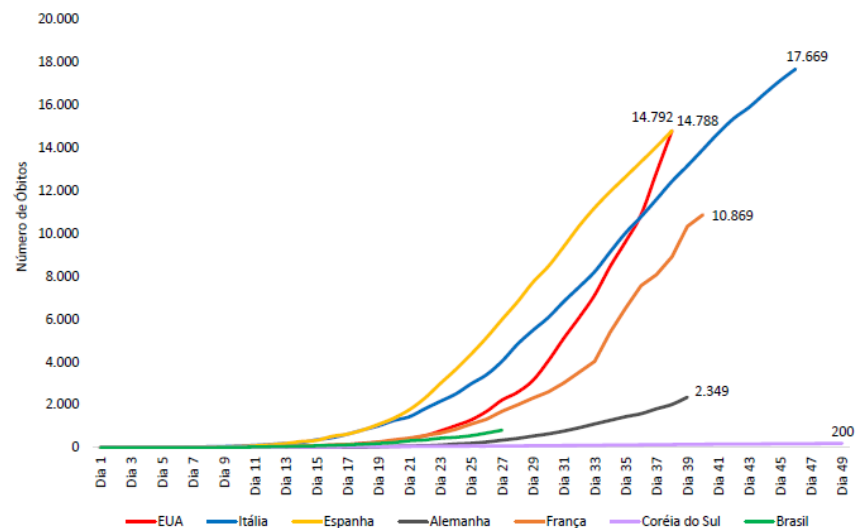
(Dia 1 = a partir do 100º caso)



Fonte: Worldometers.info/coronavirus

Evolução do número de óbitos - Comparação entre países

(Dia 1 = a partir do 100º caso*)



Fonte: Worldometers.info/coronavirus

* A partir do 100º caso confirmado e não do 100º óbito.

Sources : Febraban, Wordometers.

Evolution des marchés du 03 au 09 avril 2020

Indicateurs ³	Variation Semaine	Variation Cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+8,7%	-32,6%	79902,6
Risque-pays (EMBI+ Br)	+1pt	+197pt	415
Taux de change R\$/USD	-3,8%	+26,1%	5,07
Taux de change R\$/€	-3,0%	+22,8%	5,54

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. **Rédacteurs : Julio RAMOS-TALLADA-Conseiller Financier ; Tristan GANTOIS-adjoint.**

³ Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Bloomberg.